

POUR UN QUÉBEC PLEIN DE PROMESSES

Introduction

PRÉFACE DE JEAN ALLAIRE

Version revue et corrigée

Décembre 2009

Collaborateurs et contributeurs*

Membres du comité

Jean Allaire
Roger Galipeau
Pierre Harvey
Francyne L. Lavallée
Dany Lemieux
Luce Leroux
Stephen Morgan
Michel C. Morin
François Pratte
Jean-Simon Venne

Personnes-ressources

Diane Bellemare	Jacques Proulx
André Gerges	Guillaume Simard-Leduc
Jean-François Landry	Martin Otis
Pierre Langlois	
Andrée Mathieu	

*La liste n'est pas exhaustive. Certains, pour des raisons personnelles ou professionnelles, ont préféré conserver l'anonymat.

Préface

Il y a quelques mois, devant l'inaction des politiciens, j'ai décidé de relire le rapport de 1993 du Groupe Réflexion Québec.

Dans un premier temps, j'ai constaté avec plaisir que ce document était en grande partie toujours d'actualité après 16 ans, et qu'il répondait encore aux vœux de la population.

Dans un second temps, j'ai été très déçu d'observer le peu de progrès qu'avait accompli notre société durant toute cette période. Il me semblait que le Québec valait mieux que ce qu'il est et que ce qu'il est devenu. Plus que jamais, je comprenais le scepticisme, la déception et le peu de considération qu'avaient les citoyens envers leurs élus.

Le Groupe Réflexion Québec était un regroupement non partisan de citoyens, même si cela a mené à la fondation d'un nouveau parti politique. Ayant décidé de revoir, de mettre à jour et de compléter ce premier rapport, j'ai mis sur pied un nouveau groupe de réflexion sous le nom de « Groupe Avenir Québec », également dans un esprit non partisan. Nous ne dépendons donc de personne ni d'un parti politique : ce *think tank* est composé de citoyens qui sont tous motivés par le désir de voir le Québec sortir de l'ornière dans laquelle il s'est enlisé depuis trente ans.

Nous ne voulons pas réinventer ce qui est toujours valable du premier rapport, sauf une partie, suite aux événements de 1995.

Nous reconnaissons et saluons les efforts d'autres citoyens de la société civile qui, eux aussi, ont à cœur le bien-être et l'avenir du Québec. Je fais référence, entre autres, aux groupes de l'honorable Lucien Bouchard, de Claude Castonguay, de Jacques Ménard et de Claude Montmarquette, dont les rapports bien faits méritaient un meilleur sort qu'une tablette.

Allons-nous enfin nous unir pour le bien du Québec ?

Allons-nous enfin, comme société, aller dans le sens des citoyens et non dans celui des politiciens dont les yeux sont fixés sur leur réélection ?

Allons-nous enfin utiliser les pouvoirs du Québec et cesser de craindre de déplaire à quelques-uns ?

Allons-nous enfin nous entendre, tous, pour apporter une solution à des problèmes de notre société, et enfin mettre fin à nos luttes fratricides ? C'est à la population de réagir en exigeant des réponses des élus.

* * *

Je remercie sincèrement les citoyens et consultants externes qui ont répondu « présent » à notre invitation. Le rapport que vous avez en main est le fruit de leur collaboration et de leur contribution. Certains ont préféré, pour diverses raisons personnelles ou professionnelles, conserver l'anonymat. Les autres sont présentés ci-contre.

Notre objectif était d'atteindre, entre nous, un consensus qui trouverait son écho dans la population du Québec. Autour de la table, de vives discussions ont été suscitées par certaines idées ou solutions proposées, mais nous avons atteint un consensus sur les constats et sur l'urgence d'agir. Nous sommes convaincus que le *statu quo* n'est pas la solution.

Ce rapport s'adresse évidemment à tous, mais spécialement à ceux et à celles pour qui le Québec est plus important que le pouvoir.

Jean Allaire
Octobre 2009

Introduction

Nous aimons le Québec et nous ne sommes pas les seuls : chaque année, des gens du monde entier décident de s'y établir et d'y construire leur nid, séduits par les qualités intrinsèques de cette vaste terre d'accueil francophone pleine de promesses qui ne connaît pas la guerre, la famine ou les désastres naturels. Le Québec est-il riche? Oui, mais il s'appauvrit. Le Québec est-il jeune? De moins en moins : il vieillit. Le Québec est-il scolarisé? Il décroche!

Le Québec est en santé mais il s'épuise. Il dispose d'un riche bassin de ressources naturelles mais il hésite à les valoriser. Tel un enfant au bout d'un tremplin de trois mètres, le Québec hésite à plonger. Comme si Alexandre Despatie était soudainement intimidé par la possibilité de gagner!

L'immobilisme et le surplace ont fini par caractériser un Québec qui était pourtant, il n'y a pas si longtemps encore, fier de son dynamisme. La question se pose : quels plans de développement avons-nous concrétisés au cours de la dernière décennie?

La plupart des grands projets présentés ces dernières années ont suscité une forte résistance. Des exemples : le projet du Cirque du Soleil dans le sud-ouest de Montréal, Rabaska, Malartic, Pipeline Saint-Laurent, centrale du Suroît. Ces projets avaient-ils été présentés sans discussion préalable avec les intéressés? Étaient-ils respectueux de l'environnement? Tous les projets, aussi grandioses soient-ils, ne doivent pas nécessairement être mis en chantier. Et surtout pas les yeux fermés. Le projet de centrale du Suroît en est un bon exemple. Mais nous sommes surpris par la vigueur des forces déployées pour tuer dans

l'œuf des idées dont la collectivité serait pourtant la première à bénéficier. Pourquoi tant de résistance? Pourquoi appliquer une telle énergie à immobiliser, à paralyser les projets d'un Québec qui aspire à une plus grande autonomie et à une plus grande liberté?

Comme le dit l'adage, il faut être deux pour danser le tango. Les promoteurs, qu'il soient publics ou privés, doivent tenir compte des communautés touchées par leurs projets et les consulter. De leur côté, les groupes de citoyens ont tout intérêt à prendre connaissance avec ouverture des projets qui leur sont soumis puisqu'ils sont directement interpellés. Avec une médiation appropriée, entreprises et citoyens peuvent permettre à des projets de se réaliser et à des communautés de développer un sentiment d'appartenance et de fierté à l'égard de ce qui n'était, au départ, que des idées à faire germer.

Mais il n'y a pas que les promoteurs privés. Le gouvernement a maintes fois démontré son incapacité de mettre de l'avant des réformes nécessaires parce qu'elles étaient impopulaires. Des exemples : le rapport Castonguay, la réingénierie de l'État, la hausse des frais de scolarité ou la réévaluation de divers tarifs. Les tablettes, à Québec, sont pleines de rapports constructifs et pertinents! La réforme du mode de scrutin a-t-elle progressé? Non. Et que dire de la construction du CHUM, devenue un triste feuilleton?

Malgré vingt ans de débats, le Québec semble être incapable de se préparer au vieillissement de la population, et le budget de la santé devient tellement énorme qu'il en reste de moins en moins pour les autres missions de l'État.

Et le Québec s'endette. Il renvoie ses problèmes à plus tard plutôt que d'accepter d'y faire face

aujourd'hui. Des problèmes qui ne feront que s'aggraver avec le temps. Il est question du problème de cette dette depuis des années, mais elle continue d'enfler, hypothéquant d'autant l'avenir de notre jeunesse.

Nous vivons dans une société de droit, mais les gouvernements semblent incapables de faire respecter les lois si leur application porte ombrage à des intérêts sectoriels ou fait perdre des emplois. Des exemples : coupes forestières trop permissives, non-perception de droits miniers, non-application de règlements environnementaux.

Le Québec a érigé des institutions démocratiques fortes mais qui se sont ternies et ont fini par perdre l'adhésion de la population. Le Québec est sourd à la nécessité de remettre en cause ses façons de faire. Tel un adolescent qui revendique tous les droits, il sait même en inventer, mais n'est imputable de rien et ne se reconnaît aucune obligation.

Le constat peut sembler brutal. Mais sa brutalité doit prendre toute sa force dans le fait qu'il n'est pas nouveau. Plusieurs groupes de réflexion, issus de divers milieux, ont proposé des pistes de solutions pour sortir le Québec de son inertie au cours des deux dernières décennies. Ces gens ont eu, et ont le mérite d'avoir le développement du Québec à cœur. Il est triste de réaliser à quel point les solutions alors avancées sont encore aujourd'hui d'actualité. Mais le Québec semble être dans le déni de l'urgence de la situation.

Gérer un État, c'est d'abord et avant tout faire des choix difficiles. Nous avons la forte impression qu'il tâtonne plutôt, et ne sachant où aller, préfère ne rien faire.

Il nous semble que le Québec est sur une pente descendante, vers un déclin tranquille, sans se soucier des coûts de ne rien faire. Or, ces coûts nous rattrapent toujours.

L'existence de plusieurs groupes de réflexion nous amène à conclure à une absence de leadership politique, alors que c'est la société

civile, c'est-à-dire les citoyens eux-mêmes, qui prennent sur eux de se réunir à leurs frais, de réfléchir et de discuter de solutions à apporter aux problèmes de notre société, en lieu et place de nos dirigeants politiques.

Le Québec est le reflet des valeurs des personnes qui le composent. Ces valeurs sont plurielles. Elles trouvent leur expression commune dans le cadre juridique de la société québécoise. Mais ce ne sont pas uniquement les valeurs inhérentes à notre société dont il faut débattre. Elles font largement consensus et constituent des garde-fous enviés à l'échelle planétaire à tout dérapage social ou politique. Pensons notamment à la laïcité de notre société, à l'égalité des chances pour tous et à la protection des plus démunis, à l'égalité entre les hommes et les femmes ou à la spécificité du Québec. Mais ces valeurs, ou garde-fous, doivent demeurer un puissant effet de levier de développement économique et de création de richesse et non pas devenir un élément de sclérose.

L'égalité des chances ne doit pas se traduire par la médiocrité pour tous.

L'accessibilité aux soins de santé n'est pas synonyme de longues listes d'attente. Il faut des solutions. Elles sont à notre portée. Beaucoup plus facilement atteignables qu'on ne le croit et que les chantages des chasses gardées corporatistes nous laissent entendre, peut-être pour justifier leur opposition à des changements nécessaires au bien commun de la société. Nous sommes dans le pire. Il y a une déconnexion du politique à l'égard de la réalité économique et sociale d'aujourd'hui.

Il faut ouvrir sur la façon dont nous pouvons réaliser notre plein potentiel. De la même façon qu'il ne faut pas tomber dans le piège de la liste d'épicerie de recettes faciles à apprêter. Coupons un peu ici, dépensons un peu plus là, quelques vitres givrées, et puis non pas de vitres givrées, et le tour est joué. Il vaut beaucoup mieux attaquer les problèmes de front.

Cette façon de faire est difficile mais plus productive.

Il faut creuser les raisons de notre inertie. Réfléchissons au rôle de l'État dans cet immobilisme. La raison de l'État ne se résume pas à dépenser et à collecter des revenus puis à retenir son souffle pour qu'en bout de piste les chiffres s'équilibrent et ce, peu importe quelles générations auront à assumer la plus grande part des coûts souvent maquillés. La raison de l'État repose sur sa capacité à faire des choix, en utilisant tous ses pouvoirs étatiques.

Le dogmatisme doit être mis de côté, et cela vaut pour tous les partis politiques, groupes de pression et groupes de réflexion. Nous avons si peu avancé récemment alors que le monde a complètement changé.

C'est par la sortie de l'impasse du rôle de l'État et par le renouveau d'un Québec inspirant pour l'ensemble du Canada et du monde, comme jadis nous avons su l'être, que la question de l'identité québécoise, qui demeurera toujours d'actualité, prendra un ton, certes nécessairement revendicateur et alerte, mais plus sûr de lui et donc plus créatif et rassembleur.

Ce renouveau ne peut se faire sans un passage obligatoire, soit la prise de conscience collective de la responsabilité individuelle face au rôle de l'État. L'État n'est pas un pourvoyeur aux ressources sans fin. L'État ne crée pas de richesse, il ne fait que la redistribuer. Il est le garant de nos valeurs que nous définissons et de leur expression. Le règne de l'adolescent doit prendre fin.

Après le référendum 1980, l'échec de Meech, et le référendum de 1995, les solutions suggérées en 1993 sont encore en grande partie étonnamment d'actualité sauf pour la question centrale de l'identité québécoise et sa survie.

Intitulé *Un Québec responsable*, le rapport du Groupe Réflexion Québec a été publié à l'automne 1993, il y a de cela seize ans. Certaines choses ont changé depuis.

En 2009, nous sommes en mesure de constater :

- 1) l'émergence d'une identité québécoise évolutive;
- 2) les besoins d'affirmation de la majorité francophone en harmonie avec les autochtones, les anglophones et les nouveaux arrivants.

Cependant, de très larges pans de ce rapport sont d'actualité.

Le présent groupe de réflexion, Groupe Avenir Québec, désire l'actualiser et provoquer la réflexion et la discussion. À cet effet, certaines balises s'imposent d'elles-mêmes dans une société de droit comme la nôtre. Il importe en tout premier lieu de respecter les lois du Canada et celles du Québec.

La loi suprême du Canada est la *Constitution canadienne*, qui comprend, entre autres, la *Charte des droits et libertés* depuis 1982.

Cette loi constitutionnelle, adoptée malgré l'opposition unanime des partis représentés à l'Assemblée nationale, existe quand même légalement au Québec, et elle est respectée dans les faits : les juges surveillent de près son application. Au point que plusieurs citoyens prétendent que nous vivons maintenant dans une société de juges qui deviennent plus puissants que les députés, pourtant élus par le peuple, pour légiférer.

Au Québec, deux autres lois doivent aussi être respectées. La première est la *Charte des droits et libertés de la personne* qui, elle, n'est que quasi constitutionnelle, et donc soumise à la charte canadienne. La deuxième est le *Code civil du Québec*, loi fondamentale régissant les principes généraux des droits et des personnes, les rapports entre les personnes ainsi que les biens.

Subordonnées à ces lois, et selon ce que la société considère comme important, les balises suivantes sont prises en considération :

- entraide sociale et solidaire;
- protection des démunis;
- responsabilisation des individus et des entreprises;
- protection de notre spécificité québécoise;
- moyens financiers et organisationnels du Québec;
- etc.

Nous avons tenu, au sein du comité, à ce que les discussions soient très ouvertes, et que chacun des membres puisse s'exprimer librement. Si un membre n'est pas d'accord avec un point particulier, cette dissidence peut être soulignée, sans identification nominative.

Nous n'avons pas la prétention de régler tous les problèmes. Nous n'avons pas voulu recommencer au complet le premier rapport du Groupe Réflexion Québec, vu qu'une très grande partie est encore d'actualité, tel que nous l'avons mentionné ci haut.

Il s'agit seulement d'une mise à jour de ce premier rapport, en approfondissant certaines questions, en en rajoutant d'autres, et en changeant une partie pour tenir compte de la situation actuelle de notre société. En particulier, le sujet de l'avenir politique du Québec.

En effet, il faut respecter la démocratie et respecter le peuple qui nous a parlé en 1980 et 1995, et qui n'a pas changé depuis, selon tous les sondages. Les supputations de certains politiciens n'y changeront rien.

Sept sous-groupes ont été formés pour les thèmes énumérés ci-dessus. Cependant, tous les membres étaient libres d'assister à toute autre réunion que celle de leur comité.

Les sous-groupes ont abordé les thèmes suivants :

- la santé démocratique;
- la gestion budgétaire et financière des biens publics;
- le développement durable;
- l'éducation et la culture;
- la santé et les services sociaux;

- une économie d'avenir;
- notre avenir collectif : vers une réconciliation nationale.

En matière de santé démocratique, nous émettons l'hypothèse qu'il y a lieu de moderniser et d'utiliser les outils démocratiques à notre disposition si nous voulons que les individus reprennent en main leur destin politique.

Le comité Gestion budgétaire et financière des biens publics propose d'amener la gestion du Gouvernement du Québec à un niveau normatif supérieur.

Nous sommes particulièrement fiers d'innover en proposant que l'économie du futur au Québec se bâtisse sur l'eau, mais aussi sur les sources alternatives d'énergie avec un souci extrême de protection de l'environnement.

Nous reprendrons avec vigueur l'idée qu'il est urgent de renouveler le système d'éducation et d'appuyer plus que jamais la culture francophone.

Notre comité Santé propose un changement de paradigme en matière de santé, ainsi que des actions concrètes pour rendre le système de santé performant et adapté au contexte de vieillissement de la population.

L'économie, enfin, sera stimulée par des ajustements importants à la fiscalité, et la proposition d'un projet d'envergure et emballant.

Le comité Avenir Québec a beaucoup réfléchi à l'avenir collectif du Québec et considère extrêmement souhaitable, voire incontournable, une réconciliation nationale du Québec avec le reste du Canada, mais pas à n'importe quel prix.

Nous savons que nos recommandations seront jugées sur la base de leur pertinence, et nous sommes collectivement convaincus que nos recommandations reflètent la réalité du Québec, et la volonté des Québécois d'aller de l'avant.

